

No. 13810

MULTILATERAL

Convention on the international liability for damage caused by space objects. Opened for signature at London, Moscow and Washington on 29 March 1972

Authentic texts: English, Russian, French, Spanish and Chinese.

Registered by the Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of America on 20 March 1975.

MULTILATÉRAL

Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par les objets spatiaux. Ouverte à la signature à Londres, Moscou et Washington le 29 mars 1972

Textes authentiques : anglais, russe, français, espagnol et chinois.

Enregistrée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique le 20 mars 1975.

CONVENTION¹ SUR LA RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE POUR LES DOMMAGES CAUSÉS PAR DES OBJETS SPATIAUX

Les Etats parties à la présente Convention,

Reconnaissant qu'il est de l'intérêt commun de l'humanité tout entière de favoriser l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques,

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1972, date du dépôt du cinquième instrument de ratification* auprès des Gouvernements de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou des Etats-Unis d'Amérique, conformément à l'article XXIV, paragraphe 3. Les instruments ont été déposés comme indiqué ci-après :

Etat	Date du dépôt de l'instrument de ratification à Londres (L), Moscou (M) ou Washington (W)	
	Bulgarie	16 mai
	14 juin	1972 (W)
	14 mai	1973 (M)
Malï	9 juin	1972 (W)

Etat	Date du dépôt de l'instrument de ratification à Londres (L), Moscou (M) ou Washington (W)	
	Irlande**	29 juin
Equateur	17 août	1972 (W)
République démocratique allemande	30 août	1972 (M)
Niger	1 ^{er} septembre	1972 (W)

Par la suite, la Convention est entrée en vigueur à l'égard des Etats suivants comme indiqué ci-après, c'est-à-dire à la date du dépôt de leur instrument de ratification ou d'adhésion auprès des Gouvernements de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique, conformément à l'article XXIV, paragraphe 4 :

Etat	Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a) à Londres (L), Moscou (M) ou Washington (W)	
	Australie	20 janvier
Botswana	11 mars	1974 (W)
Bésil	9 mars	1973 (L,M,W)
Chypre	15 mai	1973 (L)
	23 mai	1973 (M,W)
Etats-Unis d'Amérique ..	9 octobre	1973 (L,M,W)
Fidji	4 avril	1973 a (W)
	4 mai	1973 a (L)
	14 mai	1973 a (M)
Hongrie	27 décembre	1972 (L,M,W)
Irak**	4 octobre	1972 a (M)
Iran	13 février	1974 (W)
	21 février	1974 (L)
	22 février	1974 (M)
Koweït**	30 octobre	1972 (L)
	15 novembre	1972 (W)
	23 novembre	1972 (M)
Laos	20 mars	1973 (M)
	22 mars	1973 (W)
	25 avril	1973 (L)
Mexique	8 avril	1974 (L,M,W)
Mongolie	5 septembre	1972 (W)
	14 septembre	1972 (L)
	20 octobre	1972 (M)
Nouvelle-Zélande**	30 octobre	1974 (M,W)
Pakistan	4 avril	1973 (W)
	10 avril	1973 (L)
	29 mai	1973 (M)
Panama	5 juin	1974 (W)
Pologne	25 janvier	1973 (L,M,W)
Qatar	11 janvier	1974 a (L)
République de Chine	9 février	1973 (W)
République dominicaine ..	23 février	1973 (W)

Etat	Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a) à Londres (L), Moscou (M) ou Washington (W)	
	République socialiste so- viétique de Biélorus- sie	27 décembre
République socialiste so- viétique d'Ukraine	16 octobre	1973 (M)
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	9 octobre	1973 (L,M,W)
(A l'égard du Royaume- Uni de Grande-Breta- gne et d'Irlande du Nord, des Etats asso- ciés (Antigua, la Do- minique, la Grenade, Saint-Christophe-et- Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie et Saint- Vincent) et des territoi- res sous souveraineté territoriale du Royaume Uni, ainsi que de l'Etat de Brunéi et du Pro- tectorat des îles Salo- mon britanniques.)		
Sri Lanka	9 avril	1973 a (M,W)
	3 mai	1973 a (L)
Suisse	22 janvier	1974 (L,M,W)
Tunisie	18 mai	1973 (W)
	30 mai	1973 (M)
	6 juin	1973 (L)
Union des Républiques socialistes soviétiques..	9 octobre	1973 (L,M,W)
Zambie	20 août	1973 a (W)
	21 août	1973 a (M)
	28 août	1973 a (L)

* Par notes en date du 22 décembre 1976 le Secrétariat, agissant dans l'exercice de ses fonctions en vertu de l'article 5, paragraphe 2, du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application

(Suite à la page 205)

Rappelant le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes¹;

Tenant compte de ce que, malgré les mesures de précaution que doivent prendre les Etats et les organisations internationales intergouvernementales qui se livrent au lancement d'objets spatiaux, ces objets peuvent éventuellement causer des dommages,

Reconnaissant la nécessité d'élaborer des règles et procédures internationales efficaces relatives à la responsabilité pour les dommages causés par des objets spatiaux et d'assurer, en particulier, le prompt versement, aux termes de la présente Convention, d'une indemnisation totale et équitable aux victimes de ces dommages,

Convaincus que l'établissement de telles règles et procédures contribuera à renforcer la coopération internationale dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Aux fins de la présente Convention,

a) Le terme « dommage » désigne la perte de vies humaines, les lésions corporelles ou autres atteintes à la santé, ou la perte de biens d'Etat ou de personnes, physiques ou morales, ou de biens d'organisations internationales intergouvernementales, ou les dommages causés auxdits biens;

b) Le terme « lancement » désigne également la tentative de lancement;

c) L'expression « Etat de lancement » désigne :

- i) un Etat qui procède ou fait procéder au lancement d'un objet spatial;
- ii) un Etat dont le territoire ou les installations servent au lancement d'un objet spatial;

d) L'expression « objet spatial » désigne également les éléments constitutifs d'un objet spatial, ainsi que son lanceur et les éléments de ce dernier.

(Suite de la note 1 de la page 204)

L'Article 102 de la Charte, a attiré l'attention des trois dépositaires sur le fait que six instruments de ratification paraissent avoir été déposés à Londres, Moscou ou Washington à la date du 30 août 1972 et que, compte tenu des dispositions de l'article XXIV, paragraphe 3, de la Convention, cette dernière semblait devoir être considérée comme étant entrée en vigueur le 30 août 1972 — plutôt que le 1^{er} septembre 1972, date indiquée dans la demande d'enregistrement conjointe. A cet égard, le Secrétariat a reçu des dépositaires les éclaircissements suivants :

— Etats-Unis d'Amérique (communication reçue le 17 mars 1977) : (*Traduction*) ... Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique ont informé le Secrétaire général que la Convention était entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1972. Notre communication a été effectuée dans l'accomplissement de la responsabilité qui nous incombait, en tant que dépositaire, d'informer les Etats et les autres institutions du moment où le nombre de ratifications requis aux fins de l'entrée en vigueur du traité aurait été reçu. Les Etats-Unis, en conséquence, continuent d'estimer que la Convention ... est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1972.

— Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (communication reçue le 17 mars 1977) : Communication identique, en substance, à celle reçue des Etats-Unis d'Amérique.

— Union des Républiques socialistes soviétiques (communication reçue le 30 novembre 1976) : (*Traduction*) ... Les instruments de ratification de la Convention ... ont été déposés à Moscou le 14 mai 1973 par la Bulgarie et le 30 août 1972 par la République démocratique allemande.

** Voir p. 260 du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la ratification et de l'adhésion.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 610, p. 205.

Article II. Un Etat de lancement a la responsabilité absolue de verser réparation pour le dommage causé par son objet spatial à la surface de la Terre ou aux aéronefs en vol.

Article III. En cas de dommage causé, ailleurs qu'à la surface de la Terre, à un objet spatial d'un Etat de lancement ou à des personnes ou à des biens se trouvant à bord d'un tel objet spatial, par un objet spatial d'un autre Etat de lancement, ce dernier Etat n'est responsable que si le dommage est imputable à sa faute ou à la faute des personnes dont il doit répondre.

Article IV. 1. En cas de dommage causé, ailleurs qu'à la surface de la Terre, à un objet spatial d'un Etat de lancement ou à des personnes ou à des biens se trouvant à bord d'un tel objet spatial, par un objet spatial d'un autre Etat de lancement, et en cas de dommage causé de ce fait à un Etat tiers ou à des personnes physiques ou morales relevant de lui, les deux premiers Etats sont solidairement responsables envers l'Etat tiers dans les limites indiquées ci-après :

- a) si le dommage a été causé à l'Etat tiers à la surface de la Terre ou à un aéronef en vol, leur responsabilité envers l'Etat est abolue;
- b) si le dommage a été causé à un objet spatial d'un Etat tiers ou à des personnes ou à des biens se trouvant à bord d'un tel objet spatial, ailleurs qu'à la surface de la Terre, leur responsabilité envers l'Etat tiers est fondée sur la faute de l'un d'eux ou sur la faute de personnes dont chacun d'eux doit répondre.

2. Dans tous les cas de responsabilité solidaire prévue au paragraphe 1 du présent article, la charge de la réparation pour le dommage est répartie entre les deux premiers Etats selon la mesure dans laquelle ils étaient en faute; s'il est impossible d'établir dans quelle mesure chacun de ces Etats était en faute, la charge de la réparation est répartie entre eux de manière égale. Cette répartition ne peut porter atteinte au droit de l'Etat tiers de chercher à obtenir de l'un quelconque des Etats de lancement ou de tous les Etats de lancement qui sont solidairement responsables la pleine et entière réparation due en vertu de la présente Convention.

Article V. 1. Lorsque deux ou plusieurs Etats procèdent en commun au lancement d'un objet spatial, ils sont solidairement responsables de tout dommage qui peut en résulter.

2. Un Etat de lancement qui a réparé le dommage a un droit de recours contre les autres participants au lancement en commun. Les participants au lancement en commun peuvent conclure des accords relatifs à la répartition entre eux de la charge financière pour laquelle ils sont solidairement responsables. Lesdits accords ne portent pas atteinte au droit d'un Etat auquel a été causé un dommage de chercher à obtenir de l'un quelconque des Etats de lancement ou de tous les Etats de lancement qui sont solidairement responsables la pleine et entière réparation due en vertu de la présente Convention.

3. Un Etat dont le territoire ou les installations servent au lancement d'un objet spatial est réputé participant à un lancement commun.

Article VI. 1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, un Etat de lancement est exonéré de la responsabilité absolue dans la mesure où il établit que le dommage résulte, en totalité ou en partie, d'une faute

lourde ou d'un acte ou d'une omission commis dans l'intention de provoquer un dommage, de la part d'un Etat demandeur ou des personnes physiques ou morales que ce dernier Etat représente.

2. Aucune exonération, quelle qu'elle soit, n'est admise dans les cas où le dommage résulte d'activités d'un Etat de lancement qui ne sont pas conformes au droit international, y compris, en particulier, à la Charte des Nations Unies et au Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes.

Article VII. Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas au dommage causé par un objet spatial d'un Etat de lancement :

- a) aux ressortissants de cet Etat de lancement;
- b) aux ressortissants étrangers pendant qu'ils participent aux opérations de fonctionnement de cet objet spatial à partir du moment de son lancement ou à une phase ultérieure quelconque jusqu'à sa chute, ou pendant qu'ils se trouvent à proximité immédiate d'une zone envisagée comme devant servir au lancement ou à la récupération, à la suite d'une invitation de cet Etat de lancement.

Article VIII. 1. Un Etat qui subit un dommage ou dont des personnes physiques ou morales subissent un dommage peut présenter à un Etat de lancement une demande en réparation pour ledit dommage.

2. Si l'Etat dont les personnes physiques ou morales possèdent la nationalité n'a pas présenté de demande en réparation, un autre Etat peut, à raison d'un dommage subi sur son territoire par une personne physique ou morale, présenter une demande à un Etat de lancement.

3. Si ni l'Etat dont les personnes physiques ou morales possèdent la nationalité ni l'Etat sur le territoire duquel le dommage a été subi n'ont présenté de demande en réparation ou notifié leur intention de présenter une demande, un autre Etat peut, à raison du dommage subi par ses résidents permanents, présenter une demande à un Etat de lancement.

Article IX. La demande en réparation est présentée à l'Etat de lancement par la voie diplomatique. Tout Etat qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec cet Etat de lancement peut prier un Etat tiers de présenter sa demande et de représenter de toute autre manière ses intérêts en vertu de la présente Convention auprès de cet Etat de lancement. Il peut également présenter sa demande par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, à condition que l'Etat demandeur et l'Etat de lancement soient l'un et l'autre Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Article X. 1. La demande en réparation peut être présentée à l'Etat de lancement dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle s'est produit le dommage ou à compter de l'identification de l'Etat de lancement qui est responsable.

2. Si toutefois un Etat n'a pas connaissance du fait que le dommage s'est produit ou n'a pas pu identifier l'Etat de lancement qui est responsable, sa demande est recevable dans l'année qui suit la date à laquelle il prend connaissance des faits susmentionnés; toutefois, le délai ne saurait en aucun cas dépasser une

année à compter de la date à laquelle l'Etat, agissant avec toute diligence, pouvait raisonnablement être censé avoir eu connaissance des faits.

3. Les délais précisés aux paragraphes 1 et 2 du présent article s'appliquent même si l'étendue du dommage n'est pas exactement connue. En pareil cas, toutefois, l'Etat demandeur a le droit de réviser sa demande et de présenter des pièces additionnelles au-delà du délai précisé, jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter du moment où l'étendue du dommage est exactement connue.

Article XI. 1. La présentation d'une demande en réparation à l'Etat de lancement en vertu de la présente Convention n'exige pas l'épuisement préalable des recours internes qui seraient ouverts à l'Etat demandeur ou aux personnes physiques ou morales dont il représente les intérêts.

2. Aucune disposition de la présente Convention n'empêche un Etat ou une personne physique ou morale qu'il peut représenter de former une demande auprès des instances juridictionnelles ou auprès des organes administratifs d'un Etat de lancement. Toutefois, un Etat n'a pas le droit de présenter une demande en vertu de la présente Convention à raison d'un dommage pour lequel une demande est déjà introduite auprès des instances juridictionnelles ou auprès des organes administratifs d'un Etat de lancement, ni en application d'un autre accord international par lequel les Etats intéressés seraient liés.

Article XII. Le montant de la réparation que l'Etat de lancement sera tenu de payer pour le dommage en application de la présente Convention sera déterminé conformément au droit international et aux principes de justice et d'équité, de telle manière que la réparation pour le dommage soit de nature à rétablir la personne, physique ou morale, l'Etat ou l'organisation internationale demandeur dans la situation qui aurait existé si le dommage ne s'était pas produit.

Article XIII. A moins que l'Etat demandeur et l'Etat qui est tenu de réparer en vertu de la présente Convention ne conviennent d'un autre mode de réparation, le montant de la réparation est payé dans la monnaie de l'Etat demandeur ou, à la demande de celui-ci, dans la monnaie de l'Etat qui est tenu de réparer le dommage.

Article XIV. Si, dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle l'Etat demandeur à notifié à l'Etat de lancement qu'il a soumis les pièces justificatives de sa demande, une demande en réparation n'est pas réglée par voie de négociations diplomatiques selon l'article IX, les parties intéressées constituent, sur la demande de l'une d'elles, une Commission de règlement des demandes.

Article XV. 1. La Commission de règlement des demandes se compose de trois membres : un membre désigné par l'Etat demandeur, un membre désigné par l'Etat de lancement et le troisième membre, le Président, choisi d'un commun accord par les deux parties. Chaque partie procède à cette désignation dans un délai de deux mois à compter de la demande de constitution de la Commission de règlement des demandes.

2. Si aucun accord n'intervient sur le choix du Président dans un délai de quatre mois à compter de la demande de constitution de la Commission, l'une ou l'autre des parties peut prier le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de nommer le Président dans un délai supplémentaire de deux mois.

Article XVI. 1. Si l'une des parties ne procède pas, dans le délai prévu, à la désignation qui lui incombe, le Président, sur la demande de l'autre partie, constituera à lui seul la Commission de règlement des demandes.

2. Si, pour une raison quelconque, une vacance survient dans la Commission, il y est pourvu suivant la procédure adoptée pour la désignation initiale.

3. La Commission détermine sa propre procédure.

4. La Commission décide du ou des lieux où elle siège, ainsi que de toutes autres questions administratives.

5. Exception faite des décisions et sentences rendues dans les cas où la Commission n'est composée que d'un seul membre, toutes les décisions et sentences de la Commission sont rendues à la majorité.

Article XVII. La composition de la Commission de règlement des demandes n'est pas élargie du fait que deux ou plusieurs Etats demandeurs ou que deux ou plusieurs Etats de lancement sont parties à une procédure engagée devant elle. Les Etats demandeurs parties à une telle procédure nomment conjointement un membre de la Commission de la même manière et sous les mêmes conditions que s'il n'y avait qu'un seul Etat demandeur. Si deux ou plusieurs Etats de lancement sont parties à une telle procédure, ils nomment conjointement un membre de la Commission, de la même manière. Si les Etats demandeurs ou les Etats de lancement ne procèdent pas, dans les délais prévus, à la désignation qui leur incombe, le Président constituera à lui seul la Commission.

Article XVIII. La Commission de règlement des demandes décide du bien-fondé de la demande en réparation et fixe, s'il y a lieu, le montant de la réparation à verser.

Article XIX. 1. La Commission de règlement des demandes agit en conformité des dispositions de l'article XII.

2. La décision de la Commission a un caractère définitif et obligatoire si les parties en sont convenues ainsi; dans le cas contraire, la Commission rend une sentence définitive valant recommandation, que les parties prennent en considération de bonne foi. La Commission motive sa décision ou sa sentence.

3. La Commission rend sa décision ou sa sentence aussi rapidement que possible et au plus tard dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle elle a été constituée, à moins que la Commission ne juge nécessaire de proroger ce délai.

4. La Commission rend publique sa décision ou sa sentence. Elle en fait tenir une copie certifiée conforme à chacune des parties et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article XX. Les dépenses relatives à la Commission de règlement des demandes sont réparties également entre les parties, à moins que la Commission n'en décide autrement.

Article XXI. Si le dommage causé par un objet spatial met en danger, à grande échelle, les vies humaines ou compromet sérieusement les conditions de vie de la population ou le fonctionnement des centres vitaux, les Etats parties, et notamment l'Etat de lancement, examineront la possibilité de fournir une assistance appropriée et rapide à l'Etat qui aurait subi le dommage, lorsque ce dernier

en formule la demande. Cet article, cependant, est sans préjudice des droits et obligations des Etats parties en vertu de la présente Convention.

Article XXII. 1. Dans la présente Convention, à l'exception des articles XXIV à XXVII, les références aux Etats s'appliquent à toute organisation internationale intergouvernementale qui se livre à des activités spatiales, si cette organisation déclare accepter les droits et les obligations prévus dans la présente Convention et si la majorité des Etats membres de l'organisation sont des Etats parties à la présente Convention et au Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes.

2. Les Etats membres d'une telle organisation qui sont des Etats parties à la présente Convention prennent toutes les dispositions voulues pour que l'organisation fasse une déclaration en conformité du paragraphe précédent.

3. Si une organisation internationale intergouvernementale est responsable d'un dommage aux termes des dispositions de la présente Convention, cette organisation et ceux de ses membres qui sont des Etats parties à la présente Convention sont solidairement responsables, étant entendu toutefois que :

- a) toute demande en réparation pour ce dommage doit être présentée d'abord à l'organisation; et
- b) seulement dans le cas où l'organisation n'aurait pas versé dans le délai de six mois la somme convenue ou fixée comme réparation pour le dommage, l'Etat demandeur peut invoquer la responsabilité des membres qui sont des Etats parties à la présente Convention pour le paiement de ladite somme.

4. Toute demande en réparation formulée conformément aux dispositions de la présente Convention pour le dommage causé à une organisation qui a fait une déclaration conformément au paragraphe 1 du présent article doit être présentée par un Etat membre de l'organisation qui est un Etat partie à la présente Convention.

Article XXIII. 1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux autres accords internationaux en vigueur dans les rapports entre les Etats parties à ces accords.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne saurait empêcher les Etats de conclure des accords internationaux confirmant, complétant ou développant ses dispositions.

Article XXIV. 1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats. Tout Etat qui n'aura pas signé la présente Convention avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. La présente Convention sera soumise à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification et les instruments d'adhésion seront déposés auprès des Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Etats-Unis d'Amérique, et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui sont ainsi désignés comme gouvernements dépositaires.

3. La présente Convention entrera en vigueur à la date du dépôt du cinquième instrument de ratification.

4. Pour les Etats dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Les gouvernements dépositaires informeront sans délai tous les Etats qui auront signé la présente Convention ou y auront adhéré de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification de la présente Convention ou d'adhésion à la présente Convention, de la date d'entrée en vigueur de la Convention, ainsi que de toute autre communication.

6. La présente Convention sera enregistrée par les gouvernements dépositaires conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article XXV. Tout Etat partie à la présente Convention peut proposer des amendements à la Convention. Les amendements prendront effet à l'égard de chaque Etat partie à la Convention acceptant les amendements dès qu'ils auront été acceptés par la majorité des Etats parties à la Convention et, par la suite, pour chacun des autres Etats parties à la Convention, à la date de son acceptation desdits amendements.

Article XXVI. Dix ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, la question de l'examen de la Convention sera inscrite à l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, à l'effet d'examiner, à la lumière de l'application de la Convention pendant la période écoulée, si elle appelle une révision. Toutefois, cinq ans après la date d'entrée en vigueur de la Convention, une conférence des Etats parties à la Convention sera convoquée, à la demande d'un tiers des Etats parties à la Convention, et avec l'assentiment de la majorité d'entre eux, afin de réexaminer la présente Convention.

Article XXVII. Tout Etat partie à la présente Convention peut, un an après l'entrée en vigueur de la Convention, communiquer son intention de cesser d'y être partie par voie de notification écrite adressée aux gouvernements dépositaires. Cette notification prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue.

Article XXVIII. La présente Convention, dont les textes anglais, russe, espagnol, français et chinois font également foi, sera déposée dans les archives des gouvernements dépositaires. Des copies dûment certifiées de la présente Convention seront adressées par les gouvernements dépositaires aux gouvernements des Etats qui auront signé la Convention ou qui y auront adhéré.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE in triplicate, at the cities of London, Moscow and Washington, this twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and seventy-two.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся, должным образом на то уполномоченные, подписали настоящую Конвенцию.

СОВЕРШЕНО в трех экземплярах в городах Лондоне, Вашингтоне и Москве, марта месяца, двадцать девятого дня, тысяча девятьсот семьдесят второго года.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT en trois exemplaires, à Londres, Moscou et Washington, le vingt-neuf mars mil neuf cent soixante-douze.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL, los infrascritos, debidamente autorizados al efecto, firman este Convenio.

HECHO en tres ejemplares en las ciudades de Londres, Moscú y Wáshington, el día veintinueve de marzo de mil novecientos setenta y dos.

爲此，下列代表，各乘正式授予之權，謹簽字於本公約，以昭信守。

本公約共繕三份，於公曆一千九百七十二年三月二十九日訂於倫敦、莫斯科及華盛頓。

List of signatures affixed on the original of the Convention deposited with the Government of the Union of Soviet Socialist Republics

Liste des signatures apposées sur l'original de la Convention déposée auprès du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

За Союз Советских Социалистических Республик:
For the Union of Soviet Socialist Republics:
Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques :
Por la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas:

[A. GROMYKO]¹

За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Por el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte:

[JOHN KILLICK]

За Соединенные Штаты Америки:
For the United States of America:
Pour les Etats-Unis d'Amérique :
Por los Estados Unidos de América:

[JACOB D. BEAM]

За Народную Республику Болгарию:
For the People's Republic of Bulgaria:
Pour la République populaire de Bulgarie :
Por la República Popular de Bulgaria:

[MILKO TARABANOV]

За Польскую Народную Республику:
For the Polish People's Republic:
Pour la République populaire de Pologne :
Por la República Popular Polaca:

[STANISLAW TREPCZYŃSKI]

¹ Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics — Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

За Мексиканские Соединенные Штаты:
For the United Mexican States:
Pour les Etats-Unis du Mexique :
Por los Estados Unidos Mexicanos:

[CARLOS ZAPATA VELA]

За Финляндскую Республику:
For the Republic of Finland:
Pour la République de Finlande :
Por la República de Finlandia:

[KLAUS TÖRNUDD]

За Чехословацкую Социалистическую Республику:
For the Czechoslovak Socialist Republic:
Pour la République socialiste tchécoslovaque :
Por la República Socialista Checoslovaca:

[JAN HAVELKA]

За Германскую Демократическую Республику:
For the German Democratic Republic:
Pour la République démocratique allemande :
Por la República Democrática Alemana:

[HORST BITTNER]

За Иран:
For Iran:
Pour l'Iran :
Por el Irán:

[MOHAMMED REZA AMIR TEYMOUR]

За Социалистическую Республику Румынию:
For the Socialist Republic of Romania:
Pour la République socialiste de Roumanie :
Por la República Socialista de Rumania:

[GH. BADRUS]

За Итальянскую Республику:
For the Italian Republic:
Pour la République italienne :
Por la República Italiana:

[FEDERICO SENSI]

За Венгерскую Народную Республику:
For the Hungarian People's Republic:
Pour la République populaire hongroise :
Por la República Popular Húngara:

[RAPAI GYULA]

За Монгольскую Народную Республику:
For the Mongolian People's Republic:
Pour la République populaire mongole :
Por la República Popular Mongola:

[N. LUVSANCHULTEMD]

За Королевство Непал:
For the Kingdom of Nepal:
Pour le Royaume du Népal :
Por el Reino de Nepal:

[JAGDISH SHUMSHER J. B. RANA]

За Королевство Норвегию:
For the Kingdom of Norway:
Pour le Royaume de Norvège :
Por el Reino de Noruega:

[TORMOD PETTER SVENNEVIG]

За Аргентинскую Республику
For the Argentine Republic:
Pour la République Argentine :
Por la República Argentina:

[JOSÉ MANUEL ASTIGUETA]

За Руандийскую Республику:
For the Rwandese Republic:
Pour la République rwandaise :
Por la República Rwandesa:

[THOMAS NTAWIHA]

За Швейцарскую Конфедерацию:
For the Swiss Confederation:
Pour la Confédération suisse :
Por la Confederación Suiza:

[JEAN DE STOUTZ]

За Республику Исландию:
For the Republic of Iceland:
Pour la République d'Islande :
Por la República de Islandia:

[SIGURÐR HAFSTAÐ]

За Украинскую Советскую Социалистическую Республику:
For the Ukrainian Soviet Socialist Republic:
Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine :
Por la República Socialista Soviética de Ucrania:

[G. SHEVEL]

За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику:
For the Byelorussian Soviet Socialist Republic:
Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :
Por la República Socialista Soviética de Bielorrusia:

[A. GURINOVICH]

За Республику Гана:
For the Republic of Ghana:
Pour la République du Ghana :
Por la República de Ghana:

[OWUSU ANSAH JOSEPH]

За Королевство Лаос:
For the Kingdom of Laos:
Pour le Royaume du Laos :
Por el Reino de Laos:

[LA NORINDR]

31 марта 1972 года¹

За Тунисскую Республику:
For the Republic of Tunisia:
Pour la République tunisienne :
Por la República de Túnez:

[M'HAMED ESSAAFI]

3 апреля 1972 г.²

За Республику Заир:
For the Republic of Zaire:
Pour la République du Zaïre :
Por la República del Zaïre:

[BAVASSA VA MADOUKA]

4 апреля 1972 г.³

За Республику Мали:
For the Republic of Mali:
Pour la République du Mali :
Por la República de Malí:

[TIDIANI GUISSÉ]

4 апреля 1972 г.³

За Королевство Марокко:
For the Kingdom of Morocco:
Pour le Royaume du Maroc :
Por el Reino de Marruecos:

[ABDELLAH CHORFI]

5 апреля 1972 г.⁴

¹ 31 March 1972 — 31 mars 1972.

² 3 April 1972 — 3 avril 1972.

³ 4 April 1972 — 4 avril 1972.

⁴ 5 April 1972 — 5 avril 1972.

За Королевство Бельгию:
For the Kingdom of Belgium:
Pour le Royaume de Belgique :
Por el Reino de Bélgica:

[J. DESCHAMPS]
29 марта 1972 г.¹

За Королевство Данию:
For the Kingdom of Denmark:
Pour le Royaume du Danemark :
Por el Reino de Dinamarca:

[ANKER SVART]
19 апреля 1972 г.²

За Ливанскую Республику:
For the Lebanese Republic:
Pour la République libanaise :
Por la República Libanesa:

[NAÏM AMIOUNI]
21 апреля 1972 г.³

За Республику Кипр:
For the Republic of Cyprus:
Pour la République de Chypre :
Por la República de Chipre:

[DEMOS HADJIMILTIS]
5 мая 1972 г.⁴

За Великое Герцогство Люксембург:
For the Grand Duchy of Luxembourg:
Pour le Grand-Duché de Luxembourg :
Por el Gran Ducado de Luxemburgo:

[ADRIEN E. MEISCH]
10 мая 1972 г.⁵

¹ 29 March 1972 — 29 mars 1972.

² 19 April 1972 — 19 avril 1972.

³ 21 April 1972 — 21 avril 1972.

⁴ 5 May 1972 — 5 mai 1972.

⁵ 10 May 1972 — 10 mai 1972.

За Арабскую Республику Египет:
For the Arab Republic of Egypt:
Pour la République arabe d'Égypte :
Por la República Árabe de Egipto:

[YAHIA ABDOUL KADER]

19 мая 1972 г.¹

За Австрийскую Республику:
For the Republic of Austria:
Pour la République d'Autriche :
Por la República de Austria:

[HEINRICH HAYMERLE]

30 мая 1972 г.²

За Республику Гамбию:
For the Republic of the Gambia:
Pour la République de la Gambie :
Por la República de la Gambia:

[MOMODOU SADJA CHAM]

2 июня 1972 г.³

За Иорданское Хашимитское Королевство:
For the Hashemite Kingdom of Jordan:
Pour le Royaume hachémite de Jordanie :
Por el Reino Hachemite de Jordania:

[HASSAN IBRAHIM]

6 июня 1972 г.⁴

За Государство Кувейт:
For the State of Kuwait:
Pour l'Etat du Koweït :
Por el Estado de Kuwait:

[AHMAD GHEITH ABDALLAH]

9 июня 1972 года⁵

¹ 19 May 1972 — 19 mai 1972.

² 30 May 1972 — 30 mai 1972.

³ 2 June 1972 — 2 juin 1972.

⁴ 6 June 1972 — 6 juin 1972.

⁵ 9 June 1972 — 9 juin 1972.

За Новую Зеландию:
For New Zealand:
Pour la Nouvelle-Zélande :
Por Nueva Zelandia:

[JOHN KILLICK]

22 июня 1972 г. ¹

За Исламскую Республику Пакистан:
For the Islamic Republic of Pakistan:
Pour la République islamique du Pakistan :
Por la República Islámica del Pakistán:

[S. K. DEHLAVI]

7 июля 1972 года²

За Федеративную Республику Бразилии:
For the Federal Republic of Brazil:
Pour la République fédérative du Brésil :
Por la República Federativa del Brasil:

[ILMAR PENNA MARINHO]

13 июля 1972 г. ³

За Сьерра Леоне:
For Sierra Leone:
Pour la Sierra Leone :
Por Sierra Leona:

[Dr. EDWARD WILMOT]

14 июля 1972 г. ⁴

За Республику Сингапур:
For the Republic of Singapore:
Pour la République de Singapour :
Por la República de Singapur:

[P. S. RAMAN]

19 июля 1972 г. ⁵

¹ 22 June 1972 — 22 juin 1972.

² 7 July 1972 — 7 juillet 1972.

³ 13 July 1972 — 13 juillet 1972.

⁴ 14 July 1972 — 14 juillet 1972.

⁵ 19 July 1972 — 19 juillet 1972.

List of signatures affixed on the original of the Convention deposited with the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Liste des signatures apposées sur l'original de la Convention déposée auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:

За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

FOR EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE:

大不列顛及北愛爾蘭聯合王國:

ALEC DOUGLAS-HOME

FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:

За Союз Советских Социалистических Республик:

POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:

FOR LA UNIÓN DE REPÚBLICAS SOCIALISTAS SOVIÉTICAS:

蘇維埃社會主義共和國聯邦:

М. Смирновский¹

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:

За Соединенные Штаты Америки:

POUR LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

FOR LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:

美利堅合眾國:

WALTER ANNENBERG

¹ M. Smirnovsky.

FOR ALGERIA:

За Алжир:

POUR L'ALGÉRIE:

FOR ARGELIA:

阿爾及利亞:

[L. BRAHIMI]¹
20th April 1972

FOR ARGENTINA:

За Аргентину:

POUR L'ARGENTINE:

FOR LA ARGENTINA:

阿根廷:

GUSTAVO MARTÍNEZ-ZUVIRÍA
5th April 1972

FOR AUSTRIA:

За Австрию:

POUR L'AUTRICHE:

FOR AUSTRIA:

奧地利:

WILFRIED PLATZER
30th May 1972

FOR BELGIUM:

За Бельгию:

POUR LA BELGIQUE:

FOR BÉLGICA:

比利時:

SYLVAIN FREY

¹ Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland — Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

FOR BRAZIL:
За Бразилию:
POUR LE BRÉSIL:
POR EL BRASIL:
巴西:

SÉRGIO CORRÊA DA COSTA
13th July, 1972

FOR BULGARIA:
За България:
POUR LA BULGARIE:
POR BULGARIA:
保加利亞:

AL. YANKOV

FOR CYPRUS:
За Кипр:
POUR CHYPRE:
POR CHIPRE:
賽普勒斯:

C. A. ASHIOTIS
28th April, 1972

FOR CZECHOSLOVAKIA:
За Чехословакию:
POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:
POR CHECOSLOVAQUIA:
捷克斯拉夫:

Dr. M. ŽEMLA

FOR DENMARK:
За Данию:
POUR LE DANEMARK:
POR DINAMARCA:
丹麥:

E. KRISTIANSEN
19 April 1972

FOR EGYPT:
За Египет:
POUR L'EGYPTE:
POR EGIPTO:
埃及:

KAMAL RIFAAT
6-6-1972

FOR FINLAND:
За Финляндию:
POUR LA FINLANDE:
POR FINLANDIA:
芬蘭:

OTSO WARTIOVAARA

FOR THE GAMBIA:
За Гамбию:
POUR LA GAMBIE:
POR GAMBIA:
岡比亞:

B. O. SEMEGA-JANNEN
8th August, 1972

FOR HUNGARY:
За Венгрию:
POUR LA HONGRIE:
POR HUNGRÍA:
匈牙利:

HÁZI VENCEL

FOR ICELAND:
За Исландию:
POUR L'ISLANDE:
POR ISLANDIA:
冰島:

NIELS P. SIGURDSSON

FOR IRAN:
За Иран:
POUR L'IRAN:
POR EL IRÁN:
伊朗:

A. K. AFSHAR

FOR IRELAND:
За Ирландию:
POUR L'IRLANDE:
POR IRLANDA:
愛爾蘭:

DONAL O'SULLIVAN

FOR ITALY:
За Италию:
POUR L'ITALIE:
POR ITALIA:
義大利:

MANZINI
14-4-72

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:
За Корейскую Республику:
POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:
POR LA REPÚBLICA DE COREA:
大韓民國:

KYUNG NOK CHOI¹

¹ See p. 259 of this volume for the texts of the declarations made upon signature — Voir p. 259 du présent volume pour les textes des déclarations faites lors de la signature.

FOR KUWAIT:
За Кувейт:
POUR LE KOWEÏT:
POR KUWAIT:
科威特:

[AHMAD ABDUL WAHHAB AL-NAKIB]
20/6/1972

FOR LAOS:
За Лаос:
POUR LE LAOS:
POR LAOS:
寮國:

INPÈNG SURYADHAY

FOR LEBANON:
За Ливан:
POUR LE LIBAN:
POR EL LÍBANO:
黎巴嫩:

N. DIMECHKIÉ

FOR LUXEMBOURG:
За Люксембург:
POUR LE LUXEMBOURG:
POR LUXEMBURGO:
盧森堡:

ANDRÉ PHILIPPE
27 avril 1972

FOR MEXICO:
За Мексику:
POUR LE MEXIQUE:
POR MÉXICO:
墨西哥:

V. SÁNCHEZ GAVITO

FOR MONGOLIA:
За Монголию:
POUR LA MONGOLIE:
FOR MONGOLIA:
蒙古:

C. ДАМБАДАРЖААД¹

FOR MOROCCO:
За Марокко:
POUR LE MAROC:
FOR MARRUECOS:
摩洛哥:

[THAMI OUAZZANI]
4-4-72

FOR NEPAL:
За Непал:
POUR LE NÉPAL:
FOR NEPAL:
尼泊爾:

U. B. BASNYAT

FOR NEW ZEALAND:
За Новую Зеландию:
POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:
FOR NUEVA ZELANDIA:
紐西蘭:

DENIS BLUNDELL
19 June 1972

FOR NICARAGUA:
За Никарагуа:
POUR LE NICARAGUA:
FOR NICARAGUA:
尼加拉瓜:

RICARDO PARRALES
April 11, 1972

¹ S. Dambadarzhaad.

FOR NORWAY:
За Норвегию:
POUR LA NORVÈGE:
FOR NORUEGA:
挪威:

KJELL RASMUSSEN

FOR OMAN:
За Оман:
POUR L'OMAN:
FOR OMÁN:
阿曼:

[SAYYID SHABIB BIN TAIMUR]
23rd June 1972

FOR PAKISTAN:
За Пакистан:
POUR LE PAKISTAN:
FOR EL PAKISTÁN:
巴基斯坦:

MOHAMED YOUSUF Lt. General
6th July 1972

FOR PANAMA:
За Панаму:
POUR LE PANAMA:
FOR PANAMÁ:
巴拿馬:

ALBERTO BISSOT Jr.

FOR POLAND:
За Польшу:
POUR LA POLOGNE:
FOR POLÓNIA:
波蘭:

ARTUR STAREWICZ

FOR ROMANIA:
За Румынию:
POUR LA ROUMANIE:
POR RUMANIA:
羅馬尼亞:

V. PUNGAN

FOR SINGAPORE:
За Сингапур:
POUR SINGAPOUR:
POR SINGAPUR:
新加坡:

LEE YOUNG LENG
19th July, 1972 .

FOR SWITZERLAND:
За Швейцарию:
POUR LA SUISSE:
POR SUIZA:
瑞士:

C. H. BRUGGMANN

FOR TUNISIA:
За Тунис:
POUR LA TUNISIE:
POR TÚNEZ:
突尼西亞:

I. KHELIL
6 April 72

List of signatures affixed on the original of the Convention deposited with the Government of the United States of America

Liste des signatures apposées sur l'original de la Convention déposée auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:
 ЗА СОЕДИНЕННЫЕ ШТАТЫ АМЕРИКИ:
 POUR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:
 POR LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:
 美利堅合眾國:

[WILLIAM P. ROGERS]¹

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:
 ЗА СОЕДИНЕННОЕ КОРОЛЕВСТВО ВЕЛИКОБРИТАНИИ И СЕВЕРНОЙ ИРЛАНДИИ:
 POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:
 POR EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE:
 大不列顛及北愛爾蘭聯合王國:

[CROMER]

FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:
 ЗА СОЮЗ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК:
 POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:
 POR LA UNIÓN DE REPÚBLICAS SOCIALISTAS SOVIÉTICAS:

蘇維埃社會主義共和國聯邦:

[A. DOBRYNIN]

FOR LAOS:
 ЗА ЛАОС:
 POUR LE LAOS:
 POR LAOS:
 寮國:

[T. KHAMMAO]

¹ Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the Government of the United States of America — Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

FOR ICELAND:
ЗА ИСЛАНДИЮ:
POUR L'ISLANDE:
POR ISLANDIA:
冰島:

[GUDM. I. GUDMUNDSSON]

FOR MEXICO:
ЗА МЕКСИКУ:
POUR LE MEXIQUE:
POR MEXICO:
墨西哥:

[Dr. JOSÉ JUAN DE OLLOQUI]

FOR FINLAND:
ЗА ФИНЛЯНДИЮ:
POUR LA FINLANDE:
POR FINLANDIA:
芬蘭:

[OLAVI MUNKKI]

FOR ZAIRE:
ЗА ЗАЙРА:
POUR LE ZAIRE:
POR ZAIRE:

[ILEKA MBOYO]

FOR NORWAY:
ЗА НОРВЕГИЮ:
POUR LA NORVÈGE:
POR NORUEGA:
挪威:

[ARNE GUNNENG]

FOR HUNGARY:
 ЗА БЕНГ'РІЮ:
 POUR LA HONGRIE:
 POR HUNGRÍA:
 匈牙利:

[Dr. SZABÓ KÁROLY]

FOR ARGENTINA:
 ЗА АРГЕНТИНУ:
 POUR L'ARGENTINE:
 POR LA ARGENTINA:
 阿根廷:

[CARLOS M. MUÑIZ]

FOR BULGARIA:
 ЗА БОЛГАРИЮ:
 POUR LA BULGARIE:
 POR BULGARIA:
 保加利亞:

[Dr. L. GUERASSIMOV]

FOR COSTA RICA:
 ЗА КОСТА-РИКУ:
 POUR LE COSTA RICA:
 POR COSTA RICA:
 哥斯大黎加:

[R. A. ZÚÑIGA]

FOR DAHOMEY:
 ЗА ДАГОМЕЮ:
 POUR LE DAHOMEY:
 POR EL DAHOMEY:
 達荷美:

[WILFRID DE SOUZA]

FOR SWITZERLAND:
ЗА ШВЕЙЦАРИЮ:
POUR LA SUISSE:
POR SUIZA:
瑞士:

[F. SCHNYDER]

FOR COLOMBIA:
ЗА КОЛУМБИЮ:
POUR LA COLOMBIE:
POR COLOMBIA:
哥倫比亞:

[D. BOTERO BOSHELL]

FOR THE REPUBLIC OF CHINA:
ЗА КИТАЙСКУЮ РЕСПУБЛИКУ:
POUR LA RÉPUBLIQUE DE CHINE:
POR LA REPÚBLICA DE CHINA:
中華民國:

JAMES C. H. SHEN

FOR HONDURAS:
ЗА ГОНДУРАС:
POUR LE HONDURAS:
POR HONDURAS:
宏都拉斯:

[ROBERT GÁLVEZ B]

FOR BELGIUM:
ЗА БЕЛГИЮ:
POUR LA BELGIQUE:
POR BELGICA:
比利時:

[WALTER LORIDAN]

FOR BURUNDI:
ЗА БУРУНДИ:
POUR LE BURUNDI:
POR BURUNDI:
布隆提:

[NSANZE TÉRENCE]

FOR POLAND:
ЗА ПОЛЮИ:
POUR LA POLOGNE:
POR POLONIA:
波蘭:

[TRAMPCZYNSKI]

FOR IRELAND:
ЗА ИРЛАНДИЮ:
POUR L'IRLANDE:
POR IRLANDA:
愛爾蘭:

[SEÁN Ó HÉIDEÁIN]

FOR MONGOLIA:
ЗА МОИГОЛИЮ:
POUR LA MONGOLIE:
POR MONGOLIA:
蒙古:

[M. DUGERSUREN]
10 April 1972

FOR CZECHOSLOVAKIA:
ЗА ЧЕХОСЛОВАКИЮ:
POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:
POR CHECOSLOVAQUIA:
捷克斯拉夫:

[Dr. DUŠAN SPÁČIL]

FOR NICARAGUA:
 ЗА НИКАРАГУА:
 POUR LE NICARAGUA:
 POR NICARAGUA:

尼加拉瓜:

[GUILLERMO SEVILLA-SACASA]

FOR BOTSWANA:
 ЗА БОТСВАНИ:
 POUR LE BOTSWANA:
 POR BOTSWANA:

波扎那:

[Chief LINCHWE II]

FOR ITALY:
 ЗА ИТАЛИЮ:
 POUR L'ITALIE:
 POR ITALIA:

意大利:

[EGIDIO ORTONA]

FOR HAITI:
 ЗА ГАЙТИ:
 POUR HAÏTI:
 POR HAITÍ:

海地:

[R. CHALMERS]

FOR EL SALVADOR:
 ЗА САЛЬВАДОР:
 POUR LE SALVADOR:
 POR EL SALVADOR:

薩爾瓦多:

[J. A. RIVERA]

FOR IRAN:
ЗА ИРАН:
POUR L'IRAN:
POR IRAN:

伊朗:

[Dr. A. ASLAN AFSHAR]

FOR ROMANIA:
ЗА РУМЫНИЮ:
POUR LA ROUMANIE:
POR RUMANIA:

羅馬尼亞:

[CORNELIU BOGDAN]

FOR VENEZUELA:
ЗА ВЕНЕСУЭЛУ:
POUR LE VENEZUELA:
POR VENEZUELA:

委內瑞拉:

[LUIS UGUETO]

FOR THE KHMER REPUBLIC:
ЗА РЕСПУБЛИКУ ХМЕР:
POUR LA RÉPUBLIQUE KHMÈRE:
POR LA REPUBLICA KHMER:

柬埔寨共和國:

[SONN]

FOR SOUTH AFRICA:
ЗА ЮЖНЮ АФРИКУ:
POUR L'AFRIQUE DU SUD:
POR SUDÁFRICA:

南非:

[J. S. F. BOTHA]

FOR LEBANON:
ЗА ЛИБАН:
POUR LE LIBAN:
POR EL LIBANO:
黎巴嫩:

[N. KABBANI]

FOR RWANDA:
ЗА РВАНДУ:
POUR LE RWANDA:
POR RWANDA:
盧安達:

[FIDÈLE NKUNDABAGENZI]

FOR GUATEMALA:
ЗА ГВАТЕМАЛУ:
POUR LE GUATEMALA:
POR GUATEMALA:
瓜地馬拉:

[J. ASENSIO WUNDERLICH]

FOR TUNISIA:
ЗА ТУНИС:
POUR LA TUNISIE:
POR TÚNEZ:
突尼西亞:

[SLAHEDDINE EL GOULLI]

FOR MOROCCO:
ЗА МАРОККО:
POUR LE MAROC:
POR MARRUECOS:
摩洛哥:

[BADREDDINE SENOUSI]

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:
 ЗА КОРЕЙСКУЮ РЕСПУБЛИКУ:
 POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:
 POR LA REPUBLICA DE COREA:
 大韓民國:

[HO EUL WHANG]¹

FOR SPAIN:
 ЗА ИСПАНИЮ:
 POUR L'ESPAGNE:
 POR ESPAÑA:
 西班牙:

ÁNGEL SAGAZ

FOR GHANA:
 ЗА ГАНУ:
 POUR LE GHANA:
 POR GHANA:
 加納:

[EBENEZER MOSES DEBRAH]
 March 31 1972

FOR MALI:
 ЗА МАЛИ:
 POUR LE MALI:
 POR MALI:
 馬利:

[S. TRAORÉ]
 10th April 1972

FOR TOGO:
 ЗА ТОГО:
 POUR LE TOGO:
 POR EL TOGO:
 多哥:

[E. A. MAWUSSI]
 10th April 1972

¹ See p. 259 of this volume for the texts of the declarations made upon signature — Voir p. 259 du présent volume pour les textes des déclarations faites lors de la signature.

FOR PERU:
 3A ΠΕΡΥ:
 POUR LE PÉROU:
 POR PERÚ:

秘魯：

[F. BERCKEMEYER]
 10th April 1972

FOR GREECE:
 3A ΓΡΕΛΙΟ:
 POUR LA GRÈCE:
 POR GRECIA:

希臘：

Subject to ratification¹
 [B. VITSAXIS]²
 April 12th 1972

FOR SENEGAL:
 3A ΣΕΝΕΓΑΛ:
 POUR LE SÉNÉGAL:
 POR EL SENEGAL:

塞內加爾：

[A. J. COULBARY]
 April 14th 1972

FOR DENMARK:
 3A ΔΑΝΙΑ:
 POUR LE DANEMARK:
 POR DINAMARCA:

丹麥：

[Eyvind BARTELS]
 19/4-72

¹ Sous réserve de ratification.

² See p. 259 of this volume for the texts of the declarations made upon signature — Voir p. 259 du présent volume pour les textes des déclarations faites lors de la signature.

FOR ECUADOR:
 ЗА ЭКВАДОР:
 POUR L'ÉQUATEUR:
 POR EL ECUADOR:

厄瓜多

Sujeto a ratificación¹
 [ORLANDO GABELA]
 April 25th, 1972

FOR LUXEMBOURG:
 ЗА ЛЮКСЕМБУРГ:
 POUR LE LUXEMBOURG:
 POR LUXEMBURGO:

盧森堡

[JEAN WAGNER]
 April 25th 1972

FOR THE DOMINICAN REPUBLIC:
 ЗА ДОМИНИКАНСКУЮ РЕСПУБЛИКУ:
 POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:
 POR LA REPÚBLICA DOMINICANA:

多明尼加共和國

[S. ORTIZ]
 April 26, 1972

FOR THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC:
 ЗА ЦЕНТРАЛЬНОАФРИКАНСКУЮ РЕСПУБЛИКУ:
 POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:
 POR LA REPÚBLICA CENTROAFRICANA:

中非共和國

27.4.1972
 [CHRISTOPHE MAIDOU]

¹ Subject to ratification — Sous réserve de ratification.

FOR CYPRUS:
 ЗА КИПР:
 POUR CHYPRE:
 POR CHIPRE:

賽普勒斯

[A. NICOLAIDES]

May 12, 1972

FOR JORDAN:
 ЗА ИОРДАНИЮ:
 POUR LA JORDANIE:
 POR JORDANIA:

約旦

[Z. MUFTI]

May 25, 1972

FOR NIGER:
 ЗА НИГЕР:
 POUR LE NIGER:
 POR NIGER:

尼日尔:

May 24th 1972

[O. G. Youssoufou]

FOR AUSTRIA:
 ЗА АВСТРИЮ:
 POUR L'AUTRICHE:
 POR AUSTRIA:

奥地利:

May 30th 1972

[GRUBER]

FOR TANZANIA:
 ЗА ТАНЗАНИЮ:
 POUR LA TANZANIE:
 POR TANZANIA:

坦尚尼亞:

[SHILAM]

May 31, 1972

FOR THE GAMBIA:
 ЗА ГАМБИЮ:
 POUR LA GAMBIE:
 POR LA GAMBIA:
 冈比亚:

[ANDREW DAVID CAMARA]
 2/6/72¹

FOR KUWAIT:
 ЗА КУВЕЙТ:
 POUR LE KOWEÏT:
 POR KUWAIT:
 科威特:

[SALEM S. AL-SABAH]
 6/7/1972²

FOR NEW ZEALAND:
 ЗА НОВУЮ ЗЕЛАНДИЮ:
 POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:
 POR NUEVA ZELANDA:
 紐西蘭

[FRANK CORNER]
 19 June 1972

FOR NEPAL:
 ЗА НЕПАЛ:
 POUR LE NÉPAL:
 POR NEPAL:
 尼泊尔

[KUL SHEKHAR SHARMA]
 19 June 1972

FOR BRAZIL:
 ЗА БРАЗИЛИЮ:
 POUR LE BRÉSIL:
 POR EL BRASIL:
 巴西

[JOÃO AUGUSTO DE ARAÚJO CASTRO]
 13 July 1972

¹ 2 June 1972 — 2 juin 1972.

² 7 June 1972 — 7 juin 1972.

FOR SIERRA LEONE:
ЗА СЬЕРРА-ЛЕОНЕ:
POUR LE SIERRA LEONE:
POR SIERRA LEONA:

獅子山

[J. A. C. DAVIES]
17 July 1972

FOR SINGAPORE:
ЗА СИНГАПУР:
POUR SINGAPOUR:
POR SINGAPUR:

新加坡

[E. S. MONTEIRO]
19 July 1972

FOR PAKISTAN:
ЗА ПАКИСТАН:
POUR LE PAKISTAN:
POR PAKISTAN:
巴基斯坦

[S. M. KHAN]
10th August 1972

FOR THE PHILIPPINES:
ЗА ФИЛИППИНЫ:
POUR LES PHILIPPINES:
POR LAS FILIPINAS:
菲律賓

[EDUARDO ROMUALDEZ]
Aug. 22nd/1972

DECLARATIONS MADE
UPON SIGNATURE

GREECE

At Washington:

“Greece accepts the decisions of the Committee of Reparations—provided by the Convention—as mandatory only on a reciprocal basis.”

REPUBLIC OF KOREA

At London and Washington:

“The signing by the Government of the Republic of Korea of the present Convention does not in any way mean or imply the recognition of any territory or regime which has not been recognized by the Government of the Republic of Korea.”

DÉCLARATIONS FAITES
LORS DE LA SIGNATURE

GRÈCE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

A Washington :

La Grèce ne reconnaît comme obligatoires les décisions de la Commission de règlement des demandes prévues par la Convention que sur la base de la réciprocité.

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

A Londres et à Washington :

La signature de la présente Convention par le Gouvernement de la République de Corée ne signifie ou ne laisse entendre en aucune façon qu'il reconnaît un territoire ou un régime qui n'a pas été reconnu par le Gouvernement de la République de Corée.

DECLARATIONS MADE
UPON RATIFICATION
AND ACCESSION

IRAQ

[ARABIC TEXT — TEXTE ARABE]

لما ان انضمام الجمهورية العراقية الى هذه الاتفاقية لا يحوى بان حـ سـ ل
من الاحوال معنى الاعتراف باسرائيل ولا يؤدى الى الدخول معها في اية علاقات
واقراراً بذلك اصدرنـا هذه الوثيقة ووقعنا عليها وتم ختمها بالختم الجمهورى .

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

At Moscow:

... Accession, however, by the Republic of Iraq to the Convention aforementioned shall in no way signify recognition of Israel or be conducive to entry into any relations with it ...

IRELAND

At London and Washington:

“Having regard to the terms of operative paragraph 3 of resolution 2777 (XXVI) adopted by the General Assembly of the United Nations on 29th November, 1971,³ the Government of Ireland hereby declare that Ireland will recognise as binding, in relation to any other State accepting the same obligation, the decision of a Claims Commission concerning any dispute to which Ireland may become a party under the Convention on International Liability for Damage Caused by Space Objects, which was opened for signature in

DÉCLARATIONS FAITES
LORS DE LA RATIFICATION
ET DE L'ADHÉSION

IRAQ

[TRADUCTION — TRANSLATION]

A Moscou :

... Toutefois, l'adhésion de la République d'Iraq à la Convention susmentionnée ne signifie nullement que l'Iraq reconnaît Israël ni qu'il établira des relations avec lui ...

IRLANDE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

A Londres et à Washington :

Eu égard aux termes du paragraphe 3 du dispositif de la résolution 2777 (XXVI) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 29 novembre 1971¹, le Gouvernement de l'Irlande déclare par la présente qu'il reconnaîtra comme obligatoire à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la décision de la Commission de règlement des demandes concernant tout différend auquel l'Irlande pourra devenir partie en vertu de la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par les

¹ Translation supplied by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

² Traduction fournie par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

³ United Nations, *Official Records of the General Assembly, Twenty-sixth Session, Supplement No. 29 (A/8429)*, p. 25.

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 29 (A/8429)*, p. 25.

Washington, London and Moscow on 29th March, 1972.”

objets spatiaux, qui a été ouverte à la signature à Londres, Moscou et Washington le 29 mars 1972.

KUWAIT¹

KOWEÏT¹

[TRADUCTION — TRANSLATION]

At London, Moscow and Washington:

A Londres, à Moscou et à Washington :

“In ratifying the Convention on International Liability for Damage caused by Space Objects, 1972, the Government of the State of Kuwait takes the view that its ratification of the said Convention does not in any way imply its recognition of Israel, nor does it oblige it to apply the provisions of the aforementioned Convention in respect of the said country.”

En ratifiant la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par les objets spatiaux (1972), le Gouvernement de l'Etat du Koweït considère que sa ratification ne signifie en aucune façon qu'il reconnaisse Israël pas plus qu'elle ne l'oblige à appliquer les dispositions de la Convention susmentionnée à l'égard de ce pays.

NEW ZEALAND

NOUVELLE-ZÉLANDE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

At Washington:

A Washington :

[The Government of New Zealand] “will accept as binding decisions of any Claims Commission established in accordance with Article XIV of the Convention.”

[Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande] reconnaîtra comme obligatoires les décisions de toute Commission de règlement des demandes constituée conformément à l'article XIV de la Convention.

¹ The following statement was made by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 17 April 1972:

“The Government of the United Kingdom wish in this connexion to recall their view that if a regime is not recognized as the Government of a State, neither signature nor the deposit of any instrument by it, nor notification of any of those acts, will bring about recognition of that regime by any other State.”

¹ La déclaration suivante a été faite par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 17 avril 1972 :

[TRADUCTION — TRANSLATION]
Le Gouvernement du Royaume-Uni souhaite à cet égard rappeler que, à son avis, si un régime n'est pas reconnu comme étant le Gouvernement d'un Etat, ni la signature, ni le dépôt de tout instrument par ledit régime, ni la notification d'un de ces actes, n'entraîneront la reconnaissance de ce régime par un autre Etat.